

Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 320 p.

Raymond Hudon

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702342ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702342ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hudon, R. (1988). Compte rendu de [Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 320 p.] *Études internationales*, 19(2), 356–358. <https://doi.org/10.7202/702342ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

DOBRY, Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 320 p.

À lire. Au-delà de son caractère incitatif, la formule a l'avantage de bien marquer son appréciation d'une contribution. Celle de Michel Dobry appartient sans équivoque à ce groupe restreint d'ouvrages dont la valeur justifie que la recommandation soit exprimée sans réserve. La réflexion contenue dans *Sociologie des crises politiques* a le mérite appréciable de la distance prise par rapport aux « modèles-clés-en-main » dont les prétentions à l'explication reposent régulièrement — mais combien fragile — sur la conviction « idéologique » voilée par les apparences d'une démarche méthodologique.

Il est courant de poser que le meilleur moyen de se prémunir contre ce genre d'égarements est de s'en remettre aux faits au sujet desquels serait en quelque sorte postulée une capacité d'auto-explication. Manifestement, cette option n'est pas retenue par Dobry qui se propose « d'arracher à l'historicité et à la singularité des diverses crises quelques fragments de connaissance d'ordre nomologique » (p. 44). Est alors inévitablement introduite la question de la validité des lois « découvertes » et énoncées, question qui conduit à celle de la vérification. Par la stratégie qu'il privilégie, Dobry refuse cependant de « penser qu'un ensemble d'hypothèses doit se 'vérifier' l'une après l'autre, chacune indépendamment de la précédente, voire même concept après concept (mais là on touche sans doute à l'absurde : comment, en effet, 'vérifier' un concept ?) ». Est ainsi proposé, « au lieu de cette vision segmentée et décousue de la 'validation', [de s'attacher] à évaluer la portée empirique et explicative d'un système théorique à sa fécondité, c'est-à-dire à l'étendue, à la variété de

ses implications et à la possibilité que ces implications ou certaines d'entre elles puissent offrir quelque prise à des tests critiques ou, au moins, qu'elles puissent être observées » (p. 45).

Sans s'adonner systématiquement à l'étude de cas, Dobry ne dissimule pas sa préoccupation de fournir d'abondantes illustrations inspirées d'événements aussi variés que multiples : la Révolution bolivienne de 1952, la Révolution iranienne de 1978-1979, la crise italienne de 1919-1922, la naissance du régime de Weimar en Allemagne, etc. Quatre moments de l'histoire française se méritent tout de même une attention plus particulière : 1934, 1947, 1958 et « naturellement » 1968. Cette observation plus poussée de quatre situations de crise politique majeure en France pourrait faire croire à une propension plus forte de cette société à « expérimenter » semblables épisodes. Accorder un statut de conclusion explicative à l'impression ainsi créée montrerait tout simplement que l'on ne retient pas la critique que l'auteur fait des interprétations à fondement plus ou moins culturaliste.

Au-delà de cette critique, c'est par la présentation de trois démarches qualifiées par lui d'illusoires que l'auteur réussit à délimiter nettement la portée de son intervention. C'est ainsi qu'il estime tout d'abord opportun de marquer sa distance quant à une illusion étio-logique qui, dans la recherche des causes antérieures aux crises, se caractérise par « un manque total de curiosité théorique pour les enchaînements causaux internes aux processus de crise analysés » (p. 52). Plus précisément, souligne-t-il, « la posture étio-logiste conduit [...] à se désintéresser tout particulièrement des mobilisations dont [les crises] émergent et qui en sont aussi, en un sens, la matière » (p. 60). En voulant ajuster la perspective, on peut cependant être amené à une autre solution illusoire, celle de l'histoire naturelle. Or, il se révèle insuffisant, « pour avancer, de substituer à la recherche des 'causes' une focalisation de l'intérêt sur les résultats des processus de crise » (p. 61). Visant à retracer des « régularités dans la 'marche de l'histoire' » (p. 61), les analyses articulées à cet objectif — de même que leurs variantes — « obéissent de fait à [une] logique de la *rétro-diction téléo-*

logique à partir des résultats des processus étudiés, logique qui est celle de l'histoire naturelle des révolutions » (p. 73). Reste à disqualifier l'illusion héroïque « qui procède de l'idée que les périodes de crise politique s'opposent aux conjonctures routinières ou stables en ce qu'elles relèvent davantage que ces dernières d'une analyse décisionnelle, analyse privilégiant le choix et, plus généralement, l'action des individus ou des groupes » (p. 79). Un examen attentif de ce type d'approche fait bien ressortir son résultat qui consiste « à perdre sur deux tableaux à la fois, celui de la connaissance des 'structures' propres aux conjonctures critiques, celui aussi de la compréhension de l'action, de l'activité tactique, des calculs des protagonistes des crises » (p. 25).

Sur cet arrière-plan critique, les positions dessinées dans *Sociologie des crises politiques* apparaissent avec netteté. Le premier choix de poser « une hypothèse de continuité » a pour effet de rappeler « que les ressorts sociaux des crises politiques ne se situent pas exclusivement, ni même, sans doute, de façon privilégiée, dans la pathologie et les 'déséquilibres' sociaux, les déceptions et les frustrations (aussi 'relatives' fussent-elles), les déviances psychologiques ou encore dans les 'poussées' d'irrationalité, individuelles ou collectives » (p. 14). La déception attend assurément les collectionneurs de portraits-robots et les partisans de l'idéal-type ! L'attachement à la recherche des causes premières et à la promotion des fins dernières ne peut qu'assez mal s'articuler à cette « hypothèse de continuité [qui] correspond aussi à un déplacement de l'intérêt théorique vers ce qui se joue dans les processus de crise eux-mêmes, dans les échanges de coups... » (p. 15). Abordée de cette manière, l'histoire a des chances de soumettre plus immédiatement à sérieuse épreuve les divers scénarios catastrophistes dont le pouvoir de séduction demeure souvent mal paré.

L'hypothèse de continuité posée par Dobry n'équivaut pas à une hypothèse de stabilité. C'est plutôt « l'ignorance ou l'occultation du caractère relationnel des ressources [qui] conduit de très nombreux politistes à ne pas tenir compte de ce que les ressources

politiques n'ont de propriétés stables que vis-à-vis de certaines logiques sociales particulières et des lignes d'action qu'autorisent ou que définissent ces logiques » (p. 35). L'échange de coups qui prend place dans les phases de mobilisation s'articule à des *logiques de situation* qui « tendent à s'imposer [aux] acteurs et tendent à structurer leurs perceptions, leurs calculs et leurs comportements » (p. 40).

En dépit des diverses tentatives réductrices de l'activité sociale et politique dont l'économisme ne constitué qu'une des traductions les plus aisément repérables, il importe de saisir que les logiques de situation ne se caractérisent pas tout d'abord par une quelconque homogénéité. Car il y a, dans les sociétés modernes, une complexité « que l'analyse des processus de crise doit nécessairement prendre au sérieux, c'est-à-dire explorer dans toutes ses implications » (p. 28). Une de ces implications oblige à considérer, par exemple, que « les transactions de chaque secteur avec [son] environnement tendent à être soumises, dans les conjonctures routinières, à la logique spécifique de ce secteur, ou, et ce n'est d'ailleurs pas incomputable, à des arrangements institutionnalisés communs à deux ou plusieurs logiques sectorielles » (p. 110). Or, la pratique routinière est difficilement assimilable à une situation de crise, même si certains courants sociologiques récents ont entrevu l'apocalypse à travers une prédominance plus prononcée du fonctionnement routinier des sociétés.

Observer une crise politique, c'est souvent observer en pratique un « processus de mobilisation multisectorielle [qui], quelle qu'en soit la forme et quels qu'en soient les acteurs particuliers, paraît avoir pour effet d'affecter dans ses 'structures' mêmes, l'organisation routinière de la société » (p. 21). Partant de là, Dobry saisit comme une des grandes propriétés des crises « l'effondrement des définitions routinières des situations, auquel sont alors confrontés les protagonistes de la crise, [effondrement qui] contribue [...] à une inhibition tendancielle de l'activité tactique » (p. 150). Combiné à une « déssectorisation conjoncturelle de l'espace social » (p. 141), l'effondrement des définitions routi-

nières des situations contribue encore à ce que « les systèmes ou sociétés complexes s'exposent, lorsque s'y déploient des mobilisations multisectorielles, à de brusques déperditions de l'objectivation des rapports sectoriels » (p. 154). Dans ces conditions, il apparaît tout à fait opportun de parler de « conjonctures fluides » pour rendre compte des phénomènes ainsi observables.

S'il était loisible de présenter de façon plus détaillée les développements contenus dans *Sociologie des crises politiques*, il faudrait faire plus longuement ressortir « le poids accru, l'attraction qu'exercent les saillances institutionnelles dans les conjonctures marquées par la fluidité politique » (p. 198). Pourraient ainsi être mieux saisis les facteurs de « diffusion des marchandages » (p. 203) qui semblent prendre en défaut la parole et les engagements des acteurs impliqués. Pourrait au minimum être remis en perspective le succès des solutions institutionnelles qui interviennent paradoxalement dans des « contextes caractérisés par l'effondrement de l'emprise qu'exercent, sur les acteurs, les logiques sectorielles et les procédures, définitions des situations et routines institutionnelles dont ces logiques sont faites » (p. 211). Pourrait enfin s'imposer la nécessité de parler « *charismes situationnels*, au moins du point de vue des mécanismes de l'attestation de la qualification charismatique » (p. 236), pour en fin de compte opérer une substitution à l'assomption d'une quelconque magie charismatique.

Proposant à titre exploratoire une « hypothèse de régression vers les *habitus* », Dobry ne met pas de l'avant une thèse du « retour à la normale », mais signale la possibilité « d'identifier toute une série de *phénomènes de structuration* à l'œuvre dans [des conjonctures critiques] et s'alimentant à leur dynamique » (p. 255). La prise en considération de ces phénomènes ne suffirait pas, sans doute, à expliquer « la persistance des régimes [qui faut-il préciser,] relèverait davantage de l'existence de publics, de segments sociaux, de groupes ou de réservoirs d'*assenters* » (p. 278) ne se recrutant pas forcément « parmi les groupes sociaux dominés » (p. 284).

Bien qu'imparfaitement résumés et abusivement condensés à travers ce simple compte

rendu, les éléments propositionnels articulés par Dobry offrent des possibilités et ouvrent des voies de renouvellement d'une sociologie des crises politiques. Il est vraisemblable que cette contribution ne deviendra pas le manuel du militant préoccupé de performances mobilisatrices, ni la référence obligée du positiviste axé sur la quête d'un maillon additionnel à sa chaîne de causalités régressives. Cela ne devrait cependant pas « affecter » significativement la qualité de la réflexion traduite dans les propositions formulées par Dobry.

Raymond HUDON

Département de science politique  
Université Laval, Québec

ENGLISH, Philip E. *La Grande Évasion? Un examen du tourisme nord-sud*. Ottawa (Ont.), Institut Nord-Sud, 1986, 111 p.

Subdivisé en quatre chapitres, écrit dans un style clair, le livre de Philip E. English nous donne ici quelques aspects pertinents du tourisme nord-sud.

L'auteur débute son ouvrage par certaines considérations intéressantes qui nous situent bien dans le sujet: entre autres, un rapide historique du tourisme depuis le temps d'Ulysse, sa croissance au début des années « 50 », les grandes aires géographiques actuellement concernées et les centres touristiques du Tiers-monde accueillant plus d'un million de touristes internationaux durant les dernières années.

L'auteur fait ensuite un examen récapitulatif du volume de l'argent du tourisme international. Il expose les arguments économiques des partisans et adversaires du développement de l'industrie du tourisme international en passant en revue certaines questions qui y sont directement reliées comme les devises, les rentrées nettes, le gain social, la distribution des coûts et des avantages et l'emploi.

En ce qui concerne les destinations de l'argent, l'accent est mis sur les proportions qui reviennent aux « voyagistes », aux transporteurs, aux hôtels et aux pays visités. On s'aperçoit que dans la distribution des avanta-